

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 30 novembre 2022
(Convocation du 24 novembre 2022)

Aujourd'hui, le 30 novembre 2022 à 15h30, le bureau dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence, sous la présidence de M. Paul Carrère, Président

Conseillers en exercice	
• Nombre	8
• Voix	8
Présents	
• Nombre	3
• Voix	3
Pouvoirs	
• Nombre	0
• Voix	0
Majorité simple selon article 15.2 des statuts	

Suffrages exprimés	
Pour	
• Nombre	3
• Voix	3
Contre	
• Nombre	0
• Voix	0
Abstention	
• Nombre	0
• Voix	0

Étaient présents :

Mme Dominique Degos, Mme Céline Salles, M. Paul Carrère

Étaient excusés :

M. Thierry Carrère, M. Gérard Castet, M. Charles Pelanne, M. Bernard Poublan, M. Bernard Verdier

Secrétaire de séance : Mme Dominique Degos, Membre



OBJET : Conventions - Direction générale des services techniques - Convention de partenariat technique et financier à intervenir entre le syndicat mixte du bassin du gave de Pau, l'État et l'Institution Adour pour la conduite par le syndicat d'une étude de stabilité de berge rive droite du gave de Pau au droit de la gravière de Mirepeix

Exposé des motifs :

Dans le cadre du programme d'actions 2022 de l'Institution Adour, est inscrite la réalisation d'une étude de stabilité de la berge rive droite du gave de Pau au droit de la gravière de Mirepeix, sous maîtrise d'ouvrage du syndicat mixte du bassin du gave de Pau dans le cadre d'un partenariat technique et financier avec plusieurs intervenants dont l'Institution Adour.

Après discussions et échanges avec les acteurs concernés (État, société DPL, communauté de communes du Pays de Nay, communes de Baudreix et Mirepeix, Département des Pyrénées-Atlantiques et syndicat mixte du bassin du gave de Pau et EPTB), les modalités de partenariat suivantes sont envisagées :

- Une convention associera les trois partenaires financiers de l'opération : le syndicat mixte du bassin du gave de Pau (porteur de l'étude), l'État représenté par la DDTM des Pyrénées-Atlantiques et l'Institution Adour,
- Les trois partenaires décideront collégialement ou à défaut à la majorité de la validation du cahier des charges, du choix du prestataire, de la validation technique des rendus, du choix d'affermissement de la tranche optionnelle, des dates des réunions,
- Le suivi de l'étude sera opéré au travers d'un comité technique et d'un comité de pilotage auxquels sont associés, au-delà des partenaires de l'étude, le Département des Pyrénées-Atlantiques, la communauté de communes du Pays de Nay, la société DPL, les communes de Baudreix et Mirepeix, l'agence de l'eau et la DREAL.
- Les charges, déduction faite des subventions, seront réparties à parité entre les trois partenaires.
- Le coût prévisionnel de l'étude est établi à 65 000 € TTC et il est permis au porteur d'engager dans le cadre de la convention jusqu'à 10% de dépassement de ce coût prévisionnel après accord des autres partenaires sous 15 jours. Au-delà de 10% de dépassement, il y aura lieu d'établir un avenant à la convention de partenariat.
- La durée de la convention est de 12 mois.

Vu les délibérations 2022_CS_15 et 2022_CMF_08 de l'Institution Adour en date du 23 mars 2022 approuvant la proposition d'ajout d'une fiche n°44 au programme d'actions 2022 de l'Institution Adour, relative à la réalisation d'un étude de diagnostic et d'opportunité de reprise de l'ouvrage réalisé en rive droite du plan d'eau de la gravière de Mirepeix / Baudreix dans le cadre de l'aménagement réalisé sur le gave de Pau en 1989,

Vu les délibérations 2022_CS_43 et 2022_CMF_21 de l'Institution Adour en date du 30 novembre 2022 approuvant la modification de la fiche n°44 au programme d'actions 2022 de l'Institution Adour, telle que citée ci-avant,

Considérant la proposition de convention de partenariat établie par le syndicat mixte du bassin du gave de Pau,

LE BUREAU

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

DECIDE



Article 1

- d'approuver les termes de la convention de partenariat à intervenir avec le syndicat mixte du bassin du gave de Pau et l'État pour la réalisation par le syndicat mixte du bassin du gave de Pau d'une étude de stabilité de la berge rive droite du gave de Pau au droit de la gravière de Mirepeix, telle qu'annexée
- d'autoriser le président à la signer,
- d'autoriser le président à signer les documents et à prendre toutes décisions relatives à leur exécution.

Article 2

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération

Fait et délibéré le 30 novembre 2022 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRÈRE



Convention de partenariat pour l'étude de stabilité de la berge rive droite du gave de Pau au droit de la gravière de Mirepeix

Entre les soussignés, collectivement désignés « les partenaires »,

Le Syndicat mixte du bassin du gave de Pau, représenté par son Président, Monsieur Michel CAPERAN, dûment habilité à la signature de la présente convention par délibération n°21-2022 du comité syndical en date du 22 juin 2022, désigné ci-après « le SMBGP »

Et

L'EPTB Institution Adour, représenté par son Président, Monsieur Paul CARRERE, dûment habilité à la signature de la présente convention par délibération n°XXX en date du 30 novembre 2022, désignée ci-après « l'EPTB »

Et

L'Etat - Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Pyrénées-Atlantiques, représentée par son directeur, Monsieur Fabien MENU, désigné ci-après « la DDTM »

Préambule :

En 1989, des travaux de scindement d'un méandre du gave de Pau au niveau des communes de Baudreix et Mirepeix ont été réalisés par l'Institution Adour. Ils avaient pour objet de permettre la poursuite des opérations d'extraction de granulats, initialement mis en œuvre dans le lit mineur puis déportés dans le lit majeur. Un seuil de fond de lit a été construit pour le stabiliser et éviter une incision trop importante.

L'exploitation de la gravière, dite de Mirepeix, aurait débuté dans les années 1930. A la suite du scindement du méandre et de l'aménagement hydraulique du secteur, a débuté l'exploitation du secteur aval (Baudreix). Ce plan d'eau, dont l'exploitation est terminée, fait aujourd'hui l'objet d'une valorisation en base de loisirs. Le plan d'eau amont (majoritairement sur Mirepeix) est encore exploité à ce jour par le groupe Daniel.

Lors de la crue du gave de Pau de juin 2013, une surverse du cours d'eau dans le lac amont a créé une brèche sur une vingtaine de mètres qui a nécessité des travaux d'urgence. Les volumes d'eau pénétrés dans la gravière ont à leur tour surversé dans le lac aval créant des dégâts sur la base de loisirs.

Lors des crues de décembre 2021 et janvier 2022, un phénomène de surverse a de nouveau été constaté mais avec des conséquences moins importantes en raison de débits inférieurs liés à une moindre intensité



des crues. Lors de la crue de décembre 2021, une érosion s'est créée au droit de ce déversement sur la partie intérieure de la berge, en contact avec la gravière.

Ce front d'érosion n'est pas localisé dans le segment ayant provoqué une capture partielle du gave de Pau en juin 2013.

Dans la cadre de sa fin d'exploitation du lac amont prévue pour 2023, le groupe Daniel doit mettre en place un déversoir entre les 2 lacs pour éviter la capture en cascade du gave de Pau par les 2 lacs. La berge séparant le cours d'eau du lac amont est considérée comme non pérenne mais ne fait pas l'objet de prescriptions particulières.

Par ailleurs, un projet pour la création d'une troisième gravière en rive gauche, sur la commune de Bourdettes, est autorisé. Il nécessitera l'implantation d'une passerelle sur le gave de Pau pour le transport des matériaux extraits rive gauche vers les installations de traitement des granulats qui resteront rive droite.

Les parcelles occupées par la berge rive droite appartiennent à 4 propriétaires :

- La commune de Mirepeix
- La commune de Baudreix
- L'Etat, par ailleurs gestionnaire du gave de Pau, classé domaine public fluvial
- Le Conseil départemental

Face à la fragilité de cette berge, aux conséquences d'une capture du gave de Pau, au regard de la profondeur des plans d'eau et à la multiplicité des acteurs concernés, le SMBGP, l'Institution Adour (EPTB) et l'Etat (DDTM) ont décidé d'engager une étude technique sur cette berge.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet de la convention

La présente convention fixe les modalités techniques et financières entre le SMBGP et les autres partenaires, pour la réalisation et le suivi de cette étude.

Article 2 – Relations entre les partenaires

Toutes les décisions nécessaires au bon déroulement de l'étude seront prises collégialement par les partenaires ou à défaut à la majorité des partenaires.

Il s'agit notamment :

- De la validation du cahier des charges
- Du choix du prestataire de l'étude
- De la validation technique des rapports d'études et des documents intermédiaires
- Des choix nécessaires à l'affermissement de la tranche optionnelle
- Des dates de réunions
- ...



Article 3 – Maîtrise d’ouvrage

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche, le SMBGP assurera la maîtrise d’ouvrage de l’étude, dans le respect des règles détaillées à l’article 2.

A ce titre, il réalise les prestations suivantes :

- Rédaction du dossier de consultation des entreprises et mise en œuvre de la consultation
- Réalisation de l’analyse des offres
- Suivi du prestataire ou du groupement attributaire de l’étude
- Organisation des réunions pendant la réalisation de l’étude
- Vérification, validation et paiement des facturations
- Sollicitations et perceptions des subventions
- Perception des participations des partenaires
- Réception des documents définitifs et communication aux partenaires

Article 4 – Concertation avec les partenaires

Pour le bon déroulement de la démarche un comité de pilotage et un comité technique sont constitués.

Le comité de pilotage sera constitué :

- Du Président, ou son représentant, du maître d’ouvrage (SMBGP) et de ses services techniques
- Du Président, ou son représentant, de l’Institution Adour (EPTB) et de ses services techniques
- D’un représentant de la DDTM 64
- Et des membres invités suivants :
 - Du Président, ou son représentant, du Conseil départemental (CD64) et de ses services techniques
 - Du Président, ou son représentant, de la Communauté de communes du Pays de Nay (CCPN) et de leurs services techniques
 - Du Président, ou son représentant, du groupe Daniel et de ses services techniques
 - Du Maire, ou son représentant, de la commune de Baudreix
 - Du Maire, ou son représentant, de la commune de Mirepeix
 - D’un représentant de l’agence de l’eau Adour Garonne
 - D’un représentant de la DREAL

Le comité technique sera constitué :

- Des services techniques du SMBGP
- Des services techniques de l’EPTB
- Du représentant technique de la DDTM 64 et/ou de la DREAL
- Des services techniques du CD64
- Des services techniques de la CCPN
- Des services techniques du groupe Daniel
- D’un représentant de l’agence de l’eau



Le comité de pilotage aura vocation à valider les étapes clés de la prestation. Le comité technique conduira toutes les réunions techniques intermédiaires et préalables aux comités de pilotage.

Article 5– Programme de l'étude

L'étude est découpée en 2 tranches :

1. Tranche ferme : diagnostic de la berge rive droite
2. Tranche optionnelle : propositions d'aménagements

Article 6 – Montant de l'opération

Le montant de l'étude est de 59 000 € TTC auxquels il convient de rajouter 6 000 € TTC pour les besoins topographiques et bathymétriques.

Le montant global est donc évalué à **65 000 € TTC**.

Article 7 – Financement de l'opération

Article 7.1 – Modalités générales

Compte-tenu de l'intérêt de la démarche pour les partenaires, ils s'engagent, déduction faite des subventions, à co-financer le coût de la prestation du bureau d'études ou groupement, retenu suite à la consultation, ainsi que les frais complémentaires.

L'ensemble des dépenses sera considéré en TTC.

Article 7.2 – Plan de financement

Le plan de financement prévisionnel est détaillé dans le tableau ci-après :

Opération	PARTICIPATIONS			
	SMBGP	EPTB (CD64)	DDTM	FONDS BARNIER
Etude + Frais	16,6%	16,6%	16,6%	50%

Sur la base du montant de l'opération indiquée à l'article 6, les contributions des différents partenaires seront les suivantes :

- SMBGP : 10 833 €
- EPTB : 10 833 €
- DDTM : 10 833 €
- Fonds Barnier : 32 500 €

Total : 65 000 €

L'ensemble des participations sera appelé sur la base des dépenses réellement acquittées.



Article 7.3 – Gestion des écarts

En cas de dépassement de plus de 10% du montant prévisionnel de l'opération tel qu'indiqué à l'article 6, la présente convention fera l'objet d'un avenant, après accord de chaque co-porteur.

En cas de dépassement de moins de 10% de l'estimation du montant prévisionnel de l'opération tel qu'indiqué à l'article 6, le SMBGP en informera immédiatement les partenaires par courriel. Chaque partenaire disposera de 15 jours ouvrés maximum pour valider le montant ainsi actualisé. L'absence de réponse à l'issue de ce délai vaudra accord de sa part.

Par ailleurs, si durant la phase de mise en œuvre de l'opération, de nouvelles dépenses (au-delà de l'enveloppe de 65 000 € TTC prévue) venaient à être nécessaires pour son bon déroulement, celles-ci seront, après validation de chaque partenaire, prises en compte dans un avenant.

Article 7.4 – Modalités financières

Le SMBGP, maître d'ouvrage, assurera le paiement de l'ensemble des frais nécessaires au bon déroulé de l'opération.

De la même manière, il procédera au recouvrement des différentes subventions et participations.

Les participations des partenaires seront versées en 1 fois, à l'issue de l'opération, après établissement par le SMBGP du décompte général et définitif sur la base des dépenses réelles effectuées, visé par le comptable, certifiant l'exactitude des facturations et des paiements résultant des pièces justificatives, et diminué des subventions perçues

Les partenaires régleront les sommes à payer dans un délai maximum de 30 jours suivant la réception du titre exécutoire de paiement.

Chaque partenaire se libérera des sommes dues au titre de la présente convention par virement au compte du SMBGP à la Trésorerie Municipale de Pau.

Article 8 – Durée de la convention

La convention prend effet à partir de la date de signature par partenaires.

Elle aura une durée de 12 mois, sauf si l'un de ses signataires la dénonce avant ce délai.

Dans ce cas, elle prendra fin 3 mois après sa dénonciation par l'un de ses signataires.

Article 9 - Modification de la convention

Toute modification de la présente convention devra être approuvée dans les mêmes termes par le SMBGP, l'EPTB et la DDTM. Cette modification donnera lieu à un avenant dans le cadre précisé à l'article 7.3.

Article 10 - Litiges

La présente convention pourra être résiliée de plein droit par l'une des parties en cas d'inexécution par l'autre d'une ou de plusieurs des obligations contenues dans ses clauses.

Cette résiliation ne deviendra effective qu'à l'expiration d'un délai de 2 mois après l'envoi par la partie plaignante d'une lettre recommandée avec accusé de réception exposant les motifs de la plainte, à moins



que dans ce délai la partie défaillante n'ait apporté la preuve d'un empêchement consécutif à un cas de force majeure ou n'ait satisfait à ses obligations contractuelles.

L'exercice de cette faculté de résiliation ne dispense pas la partie défaillante de remplir les obligations contractées jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation et, sous réserve des dommages éventuellement subis par la partie plaignante du fait de la résiliation anticipée de la présente convention.

Dans tous les cas, l'EPTB et la DDTM s'engagent à rembourser au SMBGP, sur la base du décompte général définitif des dépenses, les sommes engagées jusqu'à la date de résiliation ainsi que les dépenses nécessaires pour établir une situation à caractère définitif. Sur cette base, le SMBGP procèdera à l'émission d'un titre de recettes pour règlement du solde.

À tout moment, les parties pourront s'entendre pour mettre fin de façon anticipée à la présente convention.

Elles décideront alors d'un commun accord des conditions de l'arrêt du partenariat, et le cas échéant des compensations dues aux autres parties.

Article 11 – Tribunal compétent en cas de litige

En cas de litige, le tribunal compétent est le Tribunal administratif de Pau.

Fait à Pau en six exemplaires, le

**Le Président du Syndicat mixte
du bassin du gave de Pau**

Michel CAPERAN

**Pour le préfet et par délégation,
Le directeur de la direction
départementale des territoires
et de la mer des Pyrénées-
Atlantiques**

Fabien MENU

**Le Président de l'Institution
Adour**

Paul CARRERE